

*Pouvoir d'emprunt—Loi**[Traduction]*

Tout compte fait, il n'y a qu'une seule façon de réduire le déficit: raffermissons l'économie canadienne, créons des emplois, réduisons les taux d'intérêt et donnons du travail aux gens. Le budget dont la Chambre est saisie aujourd'hui ne va pas dans ce sens-là. Vous savez comme moi que le projet de loi portant pouvoir d'emprunt fait partie du budget, tout comme le Budget des dépenses. Notre problème, c'est que nous sommes aux prises avec les taux d'intérêt élevés et que le gouvernement conservateur d'en face s'en prend comme jamais auparavant aux contribuables ordinaires. Il va soutirer plus de \$700 de leurs goussets, après avoir fait payer à la famille moyenne une forte hausse de taxes de 1 000\$ de 1984 à 1988. Comme si ce n'était pas assez, la taxe de vente nationale va bientôt ajouter 1 000\$ au fardeau fiscal du Canadien moyen.

• (1240)

Jamais dans notre histoire un parti politique n'a taxé les Canadiens autant que les conservateurs d'en face l'ont fait. C'est une dure attaque contre les Canadiens, attaque dont ne souffriront pas les amis du gouvernement, les riches, les millionnaires et les grandes sociétés.

*[Français]*

Et mon ami, le député de Lévis (M. Fontaine), est d'accord avec moi, à savoir, que son parti est un parti pour les riches, pour les grandes sociétés. C'est pourquoi son ami, M. Bourassa, a maintenant critiqué le gouvernement conservateur de M. Mulroney. C'est le plus haut impact de taxes dans l'histoire du Canada!

*[Traduction]*

Je vous le dis, Madame la Présidente, avant longtemps les Canadiens diront: «Cela suffit comme cela», et alors ce sera le début d'une révolte fiscale. Combien de temps pense-t-on que le Canadien moyen va continuer de payer sans arrêt parce que le Parti conservateur qui siège en face est à court d'idées pour créer des emplois et des richesses? Les conservateurs n'ont pas le courage de s'attaquer à la question des taux d'intérêt, de rabaisser le taux d'escompte parce qu'ils ne cherchent que des moyens de laisser leurs amis des grosses sociétés s'en tirer à bon compte.

*[Français]*

Madame la Présidente, j'ai vu de l'autre côté de la Chambre beaucoup de députés du Québec, et mes amis du Québec sont au courant de la situation du développement régional. Nous avons ici, dans le Budget du ministre des Finances (M. Wilson), une autre raison pour laquelle nous sommes prêts maintenant à discuter du projet de loi qui vise à emprunter 25 milliards de dollars. Mais dans le Budget du ministre des Finances, que nous avons ici, il y a

une réduction de dépenses pour le développement régional pour les provinces Atlantiques pour l'année fiscale 1988-1989. Nous avons dépensé 461 millions de dollars. Mais dans deux ans, pour les provinces Atlantiques, les provinces les plus pauvres au Canada, il y aura une dépense de seulement 410 millions de dollars, une réduction de 41 millions de dollars pour Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Île du Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick.

Madame la Présidente, il s'agit des provinces les plus pauvres avec un taux de chômage qui est trop élevé; il y a des réductions des dépenses pour le développement régional. Même au Québec où les chiffres les plus récents du taux de chômage sont encore beaucoup plus élevés, il y aura encore une réduction des dépenses fédérales. Cette année 1988-1989, le gouvernement a dépensé 352 millions de dollars, mais dans deux ans, madame la Présidente, votre gouvernement va dépenser 260 millions de dollars. C'est une chute de presque 100 millions de dollars pour la province de Québec. Il y a beaucoup de régions au Québec avec un taux de chômage plus élevé que 12 p. 100 ou 13 p. 100.

Chez moi, dans l'Ouest du Canada, il y a aussi une réduction de 12 millions de dollars. Cette année, le gouvernement va dépenser 362 millions de dollars, mais, dans deux ans, ce sera 350 millions de dollars, madame la Présidente.

Et c'est la même chose pour l'Ontario. On parle souvent de l'Ontario comme d'une province très riche, qui a beaucoup d'argent, mais je sais très bien que mon ami de Timmins-Chapleau (M. Samson), dans le Nord de l'Ontario. . . Ce n'est pas une région riche! Il y a beaucoup de pauvreté, oui, beaucoup de chômage! C'est une région qui est assez pauvre. Notre pays avait besoin d'avoir des programmes pour le Nord de l'Ontario, pour quelques régions dans l'Est de l'Ontario. Mais regardez bien les chiffres! Même ici, en Ontario, il y a eu une réduction de presque 50 millions de dollars pour le développement régional.

Dans deux ans, il y aura 59 millions de dollars pour l'Ontario, mais cette année, il y avait 107 millions de dollars, madame la Présidente.

Et je pense à Sudbury, à Timmins, dans le Nord-Ouest de l'Ontario, et dans le Nord-Est de l'Ontario, à Hawkesbury et à ces endroits-là. Il y aura une réaction négative contre le gouvernement fédéral pour les compressions budgétaires sur le développement régional.

Mais malgré ces faits, nous avons beaucoup de millionnaires qui sont ici, dans le parti conservateur, qui sont d'accord sur un budget qui prévoit une hausse de taxes pour les corporations de un milliard de dollars seulement, et de 8 milliards de dollars pour les individus.